Introduction

insertions urbaines et espaces relationnels des migrants et réfugiés au Proche-Orient

Nicolas Puig & Kamel Doraï

Dans les villes du Proche-Orient comme en de nombreux autres lieux de la planète, les populations migrantes et réfugiées sont confrontées à des dispositifs structurants de relégation sociale et urbaine, quels que soient les statuts juridiques, la multiplicité des trajectoires et la singularité des histoires de vie. Néanmoins, leurs pratiques et leurs initiatives infléchissent ces processus de marginalisation. Par leurs façons de prendre place, les migrants composent des territoires, construisent et transforment des mondes urbains selon des temporalités et des rythmes variables. Ils déploient des ancrages divers développant différentes figures de l'entre-soi dans les camps de réfugiés, les quartiers périphériques ou les interstices de la ville. Depuis ces territoires, qui font ainsi centralité pour eux, ils organisent leurs activités et se projettent dans les espaces proches et plus lointains. Les migrants et les réfugiés évoluent de la sorte à la fois aux limites et au cœur des sociétés citadines dans le cours de leurs activités professionnelles et personnelles.

Questionnant les caractéristiques de la migration – les déclinaisons de l'exil –, il est possible de distinguer la forme de la mobilité des modes d'insertion urbaine et sociale, des aspects qui se recoupent partiellement, voire se confondent dans le cas des « transmigrants » et de leurs « territoires circulatoires » (cf. préambule à la deuxième partie). Nous proposons d'étudier en priorité le second point en explorant les emprises habitantes et institutionnelles sur les lieux de la ville, les espaces relationnels et les expériences urbaines des migrants et réfugiés.

Ces dernières années de nombreuses études se sont focalisées sur les dynamiques migratoires au Moyen-Orient (*Revue européenne des migrations internationales*[1], 2003 ; Jaber & Métral, 2005 ; Fargues, 2009 ; *Maghreb-Machrek*, 2009 ; *Méditerranée,* 2009). La question des réfugiés est également largement traitée

1 Désignée par le signe *REMI* dans la suite de l'ouvrage [NdÉ].

(Chatty & Finlayson, 2010), avec une attention particulière pour les deux plus importantes populations réfugiées que sont les Palestiniens (Knudsen & Hanafi, 2010 ; *Refugee Survey Quarterly,* 2010 ; Al Husseini & Signoles, 2011), et les Irakiens (Sassoon, 2009 ; *International Journal of Contemporary Iraqi Studies*, 2011). C'est la question du droit des migrants, des politiques migratoires, des flux ou des diasporas qui sont principalement étudiées dans ces publications récentes. Les dynamiques urbaines, le rôle des migrants et des réfugiés dans la fabrique de la ville ou les formes de cohabitations inédites qui naissent des situations migratoires présentées dans cet ouvrage ne sont traitées que de façon ponctuelle, et sont le plus souvent absentes des recherches actuelles.

Au-delà du cas spécifique de la Méditerranée orientale, nous souhaitons mettre à jour certains des mécanismes par lesquels s'établissent des ségrégations spatiales dans la ville et s'élaborent différentes formules de différentiation et de cohabitation. Aussi ces pages apportent-elles, dans le cheminement des situations sociales présentées, un éclairage sur la façon dont la dialectique entre les passages et les ancrages est reformulée à l'époque actuelle, entraînant la redéfinition des appartenances et des manières de s'établir. On s'inscrit désormais dans une pluralité d'espaces sociaux dont une part est reliée à une expérience migratoire. À la fois d'ici et de là-bas, les populations mobiles (cf. Dureau & Hily, 2009 : 13-21) sont tributaires d'une multiplicité d'ancrages – que la relation passe par des mobilités, des fréquentations ou renvoie à un univers référentiel –, quand bien même les visions encore dominantes de l'intégration et du vécu national exige que l'on soit d'ici... ou que l'on s'en retourne là d'où l'on serait venu.

Dans les villes du Proche-Orient, les dynamiques sociopolitiques aux échelles régionale et nationale ont entraîné le déplacement et l'installation de populations de diverses origines dans des espaces de relégation. Depuis la première guerre du Golfe (1991) notamment, on constate d'importants mouvements

de populations qui entraînent une reconfiguration profonde du système migratoire régional liée entres autres aux conflits en Irak et à la permanence de la tension israélo-palestinienne. Ces événements ont favorisé la persistance de mouvements de réfugiés (Palestiniens, Kurdes ou Irakiens), parallèlement au développement de nouvelles migrations venues d'Afrique et d'Asie du Sud. Ainsi, les États du Proche-Orient sont confrontés aujourd'hui à une arrivée de plus en plus significative de populations en provenance d'Égypte, du Soudan – ou du voisin syrien pour le Liban –, mais ces migrants sont également originaires d'Inde, des Philippines, du Sri Lanka ou d'Éthiopie. Ils séjournent durablement dans les principales villes de la région, lesquelles se présentent tant comme des espaces de transit que comme des lieux d'établissement à la redéfinition desquels ils participent en contribuant à l'émergence de nouveaux cosmopolitismes.

Au Liban, en Syrie, en Jordanie ou encore en Palestine, les migrants et réfugiés s'insèrent dans les interstices et les failles urbaines. On peut regrouper ces différents territoires sous les catégories génériques d'*espaces écarts* et de *lieux intervalles*. Les espaces écarts pâtissent d'un déficit de légitimité et font l'objet de stigmatisations de façon répétitive. Ils se constituent en régions morales spécifiques travaillées par des processus de différentiation et de catégorisation à la fois externes et internes, à l'instar des camps de réfugiés palestiniens dans lesquels s'installent de plus en plus d'étrangers récemment arrivés, suscitant de la part des primo-habitants palestiniens une certaine méfiance vis-à-vis de ce qu'ils considèrent comme une forme d'envahissement. Comme le soulignait déjà Ulf Hannerz (1980 : 148) « l'anthropologie urbaine à venir devra consacrer une partie de ses recherches à ces relations entre étrangers, quel que soit leur degré d'étrangeté ». Il faut distinguer deux types d'espaces écarts : d'une par les quartiers périphériques ou enclavés abritent des populations paupérisées et relativement stigmatisées pour des raisons communautaires,

économiques et sociales. Ils accueillent des migrants qui y trouvent de fragiles abris résidentiels. Ces quartiers sont réputés peu sécurisés, ils sont perçus comme des lieux de trafics, de criminalité, d'extrémisme religieux et de terrorisme, autant de stéréotypes qui brouillent la vision de ces marges comme des espaces à part entière de la ville et celle de leurs habitants comme des citadins légitimes à prendre place dans le concert des appartenances urbaines. D'autre part, les camps de réfugiés palestiniens sont des enclaves urbaines relativement homogènes, même si certains d'entre eux sont constitués dans une proportion conséquente de migrants (Chatila à Beyrouth, par exemple) et s'ils sont de plus en plus connectés à leurs environnements. Les habitants palestiniens les définissent désormais moins comme des lieux de résistance que comme des « ghettos ». Les musiciens de rap des camps de Ayn al-Héloué à Saïda ou de Borj al-Barajné à Beyrouth présentent ainsi les camps comme des espaces de relégation sociale et réinterprètent politiquement leur situation en mobilisant cette figure universelle du ghetto[2]. Un des apports de l'ouvrage consiste à rendre compte de l'expérience des habitants de ces espaces écarts, de la façon dont ils les investissent comme des lieux de vie à partir desquels ils circulent dans la ville, comme dans d'autres espaces référentiels, plus ou moins chargés symboliquement (les centres villes, l'Eldorado européen, le référent palestinien, etc.).

Dans la cité, parfois, les migrants et réfugiés occupent des lieux intervalles qui se distinguent donc des espaces écarts qui regroupent des ensembles d'habitation. Les lieux intervalles font coupures dans la continuité urbaine : logements de migrants disséminés dans la ville, chambrettes de domestiques dans les appartements de leurs employeurs, immeubles en construction

2 Voir en particulier les chansons « Bienvenue dans les camps » (*Ahla fik bil mukhayamât*, Katibé Khamsé, Incognito, Beyrouth, 2008) et *Hewiyé zar'a*, « carte d'identité bleue », couleur des documents d'identité des réfugiés palestiniens au Liban (collectif, Ayn al-Héloué, autoproduit, 2006).

squattés par les ouvriers, terrains vagues, parcs plus ou moins à l'abandon, bords des routes et des places où les travailleurs sont en attente d'un emploi à la journée. Ils sont dotés d'une dimension temporelle spécifique en ce qu'ils convertissent l'exil en attente. Cette attente correspond à des pauses dans les projets et les trajets et prend de multiples visages : tentative laborieuse d'entreprendre des démarches pour sécuriser sa position, perspective d'un secours, d'un statut, d'un lieu en propre, d'un travail, etc...

Les perceptions de ces populations, bien que variables, sont généralement négatives et les catégorisations spontanées et institutionnelles mises à mal par les nombreuses porosités entre les statuts de « réfugié », « déplacé » ou encore « migrant ». Si les réfugiés palestiniens semblent bien identifiés, il demeure une part non négligeable et croissante de migrants et déplacés dont les trajectoires d'exil et dans l'exil relèvent de logiques plurielles mêlant dimensions économique, politique et réponses aux processus de marginalisation dans les sociétés d'accueil.

Ainsi, les migrants désignés sous le terme de « réfugiés non palestiniens » (irakiens et soudanais notamment) ne forment pas un groupe homogène, même si un statut juridique commun les cantonne le plus souvent aux marges des sociétés d'accueil. Combiné avec leurs trajectoires souvent précaires, ce statut les expose au même type de restrictions que les réfugiés « enregistrés » quant à l'accès au marché du travail, au logement, et il influe sur leur pratique de la ville.

Notre ambition est de nourrir une réflexion sur les ressources mises en œuvre par les individus et les groupes dans le cadre de leur relation à la ville et de leur socialité et de contribuer à la connaissance des dynamiques des marges urbaines. Il présente de nouvelles données empiriques sur une situation habituelle et contribue à la réflexion sur les villes à partir de leurs marges, le terme renvoyant à la faible légitimité d'habitants à partager l'espace urbain et à accéder à des formes de citoyenneté, et non

pas nécessairement à une problématique du centre et de la périphérie de moins en moins pertinente. Quelles sont ainsi les formes de participation de ces populations aux organisations urbaines ? Comment s'inscrivent-elles dans les différents espaces urbains, marchands, publics, résidentiels ? Quelles perceptions développent-elles de ces lieux et de leurs propriétés sociales (hospitalité *versus* évitement, par exemple) ? Comment se construisent les familiarités et les proximités avec les lieux et les gens et, à l'inverse, que dire de l'étrangeté et des situations de malaise social ? Quels statuts, enfin, sont accordés aux migrants dans les sociétés locales et comment, d'une façon générale, une figure de l'étranger est-elle construite à partir de rapports spécifiques à la mobilité impliquant à la fois une extériorité et une coprésence ? Voici quelques unes des questions auxquelles répondent plus ou moins directement les auteurs à partir de terrains documentés. Ils suivent pour cela trois axes introduit chacun par un préambule présentant une question générale afin de mettre en perspective les différentes contributions ou bien d'apporter un éclairage complémentaire. Michel Agier (anthropologie des camps), Lamia Missaoui et Alain Tarrius (catégorie de transmigrants) et Sylvaine Bulle (l'horizon de la migration comme expérience de soi) ont bien voulu se prêter à l'exercice.

L'accent est mis tout d'abord sur l'évolution et la gouvernance des camps de réfugiés et des quartiers informels. Il s'agit d'une problématique spatiale et politique majeure dans la région. Les auteurs analysent les morphologies spatiales et les opérations d'aménagement sur les espaces écarts en interrogeant la symbolique, identitaire, politique et sociale des lieux d'intervention (Jalal Al Husseini, Sari Hanafi & Taylor Long, Myriam Ababsa, et Khadija Fadhel). Les camps de réfugiés, à l'origine conçus comme des structures temporaires, sont désormais inscrits dans le paysage urbain du Liban, de la Syrie, de la Jordanie et de la Palestine (territoires occupés) de façon durable, jusqu'à parfois faire partie intégrante des principales agglomérations.

Dans la région de Tyr, dans les quartiers ouest de Beyrouth comme à l'est d'Amman où réside une partie importante de la population palestinienne, on assiste à un phénomène paradoxal. D'une part, certains camps et groupements informels tendent à « s'intégrer » de plus en plus au tissu urbain, alors que dans le même temps la législation et le contrôle qui leur sont imposés continuent de les isoler de leur environnement direct. Ces espaces apparaissent alors comme des zones marginalisées à l'intérieur d'un ensemble urbain en mutation rapide. D'autre part, les échanges commerciaux et les mobilités quotidiennes des réfugiés palestiniens – mais aussi des populations étrangères ou libanaises qui fréquentent ces espaces – dessinent de nouvelles polarités urbaines. Ces tendances contribuent à estomper les frontières entre le camp et la ville. Quelques signes laissent augurer d'un désenclavement des camps au nombre desquels l'atténuation des seuils avec les quartiers limitrophes, l'apparition d'une mixité communautaire (du moins une co-présence), l'intensité des mobilités vers la ville, etc[3].

Il est vrai comme le démontre Jalal Al Husseini que le statut du camp et les regards croisés entre les habitants et les nationaux des pays d'accueil n'ont cessé d'évoluer au cours des soixante années et plus d'exil palestinien. Si le camp demeure un manifeste spatial de la revendication du droit au retour, il n'en est pas moins un espace en mouvement dont les visions exclusives, par exemple en termes de lieu de mémoire, ou à l'inverse de non-lieu, n'épuisent pas la complexité. Dans leur diversité, les camps sont des espaces de vie en même temps que des symboles de la diaspora. Expression même de

3 Le camp de Nahr al-Bared entre Tripoli et la frontière syrienne pourrait former un contre exemple. Détruit par des affrontements entre l'armée libanaise et le groupe jihadiste Fath al-Islam en 2007 (voir chapitre 8), il fait l'objet d'un contrôle strict de l'armée et cinq barrages conditionnent l'entrée soumise à autorisation des renseignements militaires. Néanmoins nombre de commerçants palestiniens continuent, comme c'était déjà le cas auparavant, d'investir la route de Tripoli qui longe le camp, ce qui en fait un important lieu d'échanges commerciaux et sociables.

la géographie palestinienne de l'exil, ils sont des lieux d'expression et de recomposition des identifications collectives et individuelles qui se maintiennent depuis plus de soixante ans. Dès lors, il est sans doute temps d'initier un débat sur les modalités d'une meilleure intégration sociale des réfugiés. Or la place des camps demeure encore singulière dans les villes et leur statut est ambivalent. Ils constituent dans une optique de sociologie politique des espaces d'exception ; du moins est-ce en ces termes que Sari Hanafi et Taylor Long proposent de les analyser à partir des résultats de quatre *focus groups* qui se tinrent dans les camps de Ayn al-Héloué, de Nahr el-Bared et de Beddawi au Liban. En s'appuyant sur ces entretiens, ils mettent au jour la façon dont la gouvernance des camps est perçue par les habitants dépossédés de leurs droits. Face à ce manque ou cette confiscation, ils ont développé en retour une « gouvernementalité » qui fixe de façon efficace les normes résidentielles.

Pourtant, une place est parfois concédée aux habitants dans la conception des opérations d'aménagement. En Jordanie depuis 1980, les politiques de gestion de l'habitat informel incluent des formes de participation des populations réfugiées résidant dans les zones informelles aux programmes de sécurisation de leurs biens fonciers. Myriam Ababsa en dresse le tableau documenté en signalant toutefois la rupture que constitue la signature des accords d'Oslo (1993) et de Wadi Araba (1994) qui conduisent à un retournement sécuritaire des politiques d'aménagement. Les habitants palestiniens du camp de Jaramana dans la périphérie de Damas demeurent quant à eux en dehors des processus de la fabrique urbaine, sans prise sur le devenir de leur espace et de ses environnements. Tandis qu'ils bénéficient de droits sociaux et économiques, ils continuent de vivre dans un espace écart objet d'une disqualification liée autant à la pauvreté de ses habitants qu'au statut du lieu et à son sous-équipements, notamment au regard de du camp de Yarmuk plus central, ce qui en fait un espace peu intégré à la ville (Khadija Fadhel).

Les logiques de gouvernance des espaces écarts n'interdisent pas de considérer la façon dont les différentes formes de participations des populations en exil à la vie citadine et sociale interrogent les ensembles urbains et modifient les valeurs des sociétés. Cela nous invite à relire la notion de marge par le prisme des expériences migratoires et de ce qu'elles provoquent en matière de mutation de l'hospitalité des villes. Comme l'affirment Lamia Moussaoui et Alain Tarrius, mais le constat mérite d'être nuancé pour le Proche-Orient du fait de l'omniprésence des logiques sécuritaires : « La ville ne se saisit plus comme totalité, tant sa mise en forme dépend désormais d'espaces et de populations qui lui sont extérieurs, [...] les catégorisations de la norme et de la marge ne sont opposables que dans des franges de plus en plus restreintes d'une officialité chancelante marquée par la grande faiblesse des États à se dire, à s'exposer, à s'orienter, à incarner un projet social dans le champ de l'urbain. »[4]

Apporter une contribution à ce débat suppose de déplacer la focale des espaces écarts aux pratiques et aux sociabilités des migrants et réfugiés. L'objectif de cette deuxième partie est ainsi de décrire leurs socialités, c'est-à-dire de leur façon de s'insérer dans les mondes sociaux, de les transformer et d'en créer de nouveau. Cette série d'interrogations est abordée par Agnès Deboulet, Julien Bret et Marie-Antoinette Hily. Tous trois étudient les pratiques des migrants à Beyrouth de différents point de vue : celui de la participation à la vie publique, de la construction des voisinages, des formes de socialisation ou encore des espaces citadins et des relations entre migrants et établis.

Ces différents exemples permettent d'interroger les transformations des cités du Proche-Orient. Elles apparaissent ainsi comme des laboratoires pour observer les nouveaux modes de cohabitation entre des populations dont l'histoire dans la ville, la nationalité ou la communauté divergent. Les quartiers précaires, les banlieues

4 « Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage », *REMI* 22, 45 (2006 : 43-65).

stigmatisées, les camps de réfugiés mettent au défi des politiques urbaines impuissantes à rétablir l'équité spatiale, quand seulement ces espaces font partie de leur champ d'action pour autre chose que pour l'instauration et la consolidation des procédures de contrôle.

La présence de migrants dans des quartiers marqués par une ancienne occupation communautaire, arménienne ou chiite par exemple, entraîne des formes inédites de cohabitation qui sont à l'origine de redéfinition de l'altérité, ou du moins contribuent à ajouter une nouvelle catégorie de l'autre, l'étranger migrant qui se trouve être souvent une *étrangère*, Philippine, Srilankaise ou encore Éthiopienne (Agnès Deboulet). Tel est le cas à Bourj-Hammoud qui accueille désormais de nombreux migrants que les anciens habitants arméniens observent avec circonspection, tout en déplorant la profonde évolution d'un quartier désormais cosmopolite et dont la tessiture communautaire s'amenuise. La présence des étrangers accroît les incertitudes sur l'avenir du quartier sans pour autant peser sur les jeux politiques au sein des institutions locales (Marie-Antoinette Hily). Les migrants semblent ainsi se glisser dans la ville dans une relative indifférence ; ils n'ont que peu de prise sur les enjeux locaux, d'urbanisation ou de patrimonialisation par exemple, ni sur leurs conditions de travail. Et la constitution de lieux de l'entre-soi, de « localité de sociabilité », des places et des moments de rassemblement communautaires, se fait en coupure avec le monde du travail et les rapports sociaux patrons/employés. Il s'agit alors d'un moment de réaffirmation communautaire dans lequel se mettent en place des hiérarchisations propre au groupe (Julien Bret).

La pratique des frontières spatiales remodèle également les territoires de l'intime : l'établissement de familiarités avec les gens et les lieux accédant au statut de déjà-connu et les échanges sociables instaurant des réciprocités de perspective sont les corolaires existentiels des mobilités et structurent les expériences urbaines.

Ainsi, l'attention pour les pratiques urbaines et les formes de la rencontre dans des mondes segmentés et hiérarchisés implique d'encore modifier la focale : d'une certaine manière, c'est la forme de l'espace relationnel qui est réévaluée dans une dernière partie qui interroge différents modes de présence dans les villes ; cela à propos des Palestiniens au Liban et de leur expérience urbaine (Nicolas Puig), des Irakiens à Damas (Kamel Doraï), des alliances matrimoniales qui unissent, aux frontières des groupes, des personnes d'origines libanaises et palestiniennes (Daniel Meier), ou encore de la création d'un imaginaire politique à partir de figures politiques de diverses origines (Amanda Dias).

Nicolas Puig s'attache à décrire les graduations s'établissant entre le proche et le lointain, la proximité et l'étrangeté dans les expériences urbaines des Palestiniens du Nord-Liban. Il se propose de rendre compte de quelques situations relationnelles construisant une urbanité depuis la marge telles que la circulation des rumeurs, les tribulations d'un père de famille ou encore les pratiques balnéaires des jeunes Palestiniens.

Il tente de mettre en lumière des formes d'intimité avec les mondes urbains et sociaux construites par des socialisations, des fréquentations, des civilités. Elles se caractérisent par une absence de médiation entre les individus et les espaces et par l'instauration d'un sentiment de continuité, certes précaire et temporaire, dans les parcours et les relations sociales.

Et quand elles se font amoureuses, les frontières se déplacent mais ne disparaissent pas pour autant. À partir de deux terrains libanais, l'un à Beyrouth et l'autre au Sud-Liban, Daniel Meier identifie deux conceptions de l'autre qui se télescopent parmi les profils des couples libano-palestiniens. Tandis que dans la capitale, les couples élaborent un univers autonomisé par rapport aux déterminations de leur groupe d'appartenance, ceux du Sud s'insèrent dans les ensembles régionaux, à Saïda ou à Tyr. Ces derniers s'établissent à l'échelle d'entités ou de communautés

géographiques plus réduites, au sein desquelles ces mariages sont considérés comme normaux et ordinaires.

Les deux derniers textes examinent des articulations spécifiques des ancrages et des circulations transnationales qui témoignent d'autant de façon d'avoir prise sur son espace et son temps. Dans le premier cas, ce sont les figures politiques qui voyagent. La construction d'un imaginaire politique se cristallise autour des mêmes personnages dans une favela brésilienne et dans un camp palestinien au Liban. Cependant, la mobilisation de Ben Laden, de Che Guevara ou de Saddam Hussein ne prend pas le même sens dans les deux espaces (Amanda Dias). Les différences de contexte, la proximité ou la distance avec ces icônes politiques entraînent des appropriations différentes. Tandis que leur mobilisation côté palestinien renvoie à une lecture de la politique régionale et libanaise, elle incarne un sentiment général de résistance de la favela.

Dans le second cas, les migrants irakiens s'inscrivent dans des espaces transnationaux à la croisée entre l'Irak et la diaspora installée de longue date dans les pays développés, en mêlant projet migratoire et recompositions des pratiques religieuses (Kamel Doraï). Ces circulations ne sont pas sans effets sur les villes puisque l'arrivée massive des Irakiens à la suite de la chute du régime de Saddam Hussein en 2003 a profondément modifié certains quartiers périphériques de la capitale syrienne, tant dans leur paysage que dans le nouveau rôle que ces lieux jouent au sein de l'agglomération.

Non seulement à Damas, mais également à Beyrouth ou à Amman, les migrants et réfugiés sont à l'origine de transformations urbaines et sociales importantes. Leur présence contribue à reconfigurer les socles de l'appartenance nationale et de la citoyenneté et à renouveler la fabrique des altérités.

Diverses accroches entre des circulations et des villes éclairent les dialectiques du lointain et du proche dans les expériences urbaines des populations en mobilité, ou ayant connu un exil qui

continue de structurer leur présent d'une façon où d'une autre. Elles montrent que la prééminence des logiques de l'exclusion, au Proche-Orient comme ailleurs, en Europe par exemple, ménagent néanmoins des espaces pour les démarches d'autonomisation. Elles sont des tentatives d'avoir prise sur le monde qui se jouent sur les scènes des villes d'accueil et de passages. En conséquence, les déclinaisons du refuge et de la migration ici présentées peuvent être lues comme des récits urbanités.

Bibliographie[5]

Al Husseini Jalal & Signoles Aude (dir.), 2011, *Les Palestiniens entre État et diaspora. Le temps des incertitudes*, iismm/ Karthala

Bensaad Ali & Doraï Kamel (dir.), 2009, « Les migrations au Moyen-Orient », *Maghreb-Machrek*, n° 199, juin

Bocco Riccardo & Takkenberg Lex (dir.), 2010, « unrwa and the Palestinian Refugees 60 years later », *Refugee Survey Quarterly,* vol. 28, n° 2-3

Baby-Collin Virginie, Bensaad Ali & Sintès Pierre (dir.), 2009, « Migrations et territoires de la mobilité en Méditerranée » *Méditerranée*, n° 113.

Berthomière William, Tapia Stéphane de & Doraï Kamel (dir.), 2003, « Moyen-Orient : mutations récentes d'un carrefour migratoire », *remi*, vol. 19, n° 3.

Chatty Dawn & Findlayson Bill (dir.), 2010, *Dispossession and Displacement. Forced Migration in the Middle East and North Africa*, Oxford, Oxford U. P.

Dureau Françoise & Hily Marie-Antoinette, 2009, « Introduction », in *Les mondes de la mobilité*, Rennes, pur.

5 Lorsque le lieu d'édition n'est pas indiqué, ainsi que dans tout cet ouvrage, il s'agit de Paris. En outre, les sites internet indiqués étaient ceux valides au 3 mars 2011 [NdÉ].

Fargues Philippe (dir.), 2009, *Mediterranean Migration : 2008-2009 Report,* eui-rscas e-publication, Florence 2009, 550 p. http://cadmus.eui.eu/dspace/handle /1814/11861

Jaber Hana & Métral France (dir.), 2005, *Mondes en mouvements. Migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du xxie siècle*, Beyrouth, ifpo.

Knudsen Are & Hanafi Sari (dir.), 2010, *Palestinian Refugees. Identity, space and place in the Levant,* Londres, Routledge.

Hannerz Ulf, 1980, *Explorer la ville*, Minuit.

Marfleet Philip (dir.), 2011, « Displacement past and present », *International Journal of Contemporary Iraqi Studies*, vol. 5, n° 2.

Missaoui Lamia & Tarrius Alain, 2006, « Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage », *remi*, vol. 22, n° 45.

Sassoon Joseph, 2009, *The Iraqi Refugees : The New Crisis in the Middle-East*, Londres, I. B. Tauris.